

PRIX DE L'ABONNEMENT :

	Paris.	Départ.	Étrang.
1 an,	15 fr.	24	00
6 mois,	8	13	00
3 mois,	4	7	00
1 mois,	1 50	2	50

BUREAUX A PARIS :

Rue des Boucheries-St-Germ., 38.

Le gérant responsable, J. DUPONT.

# LA TRIBUNE

## DE 1848.

PRIX DES INSERTIONS :

Libr., en petit texte, 15 cent. la lig.	
Indust., en nompar., 25	—
RÉCLAMES { Libr., 25	—
{ Ind., 35	—

AFFRANCHIR tout ce qui concerne la rédaction de l'administration.

LA TRIBUNE

DE 1848.

Paris, 8 mars.

Après un demi-siècle de sanglantes péripéties, le drame révolutionnaire, commencé, en 1789, a été glorieusement dénoué le 24 février 1848. La France n'a pas failli à sa mission. Ce que nos pères voulaient nous le voulons aussi : et, plus heureux que nos pères, nous touchons au but, parce que nous sommes unis.

On se demande autour de nous par quel enchantement un pouvoir si bien armé est tombé sans bruit et sans secousse. La chose est pourtant bien simple : c'est qu'au-delà de ce rempart de soldats et de fonctionnaires, qu'y avait-il ? Des institutions usées, un enfant, un vieillard caduc. Quelques hommes, se jouant de toutes les lois de l'honneur, croyaient avoir éteint le sens moral du pays : sûrs du mépris, ils comptaient sur l'indifférence. On les a chassés sans colère, en un jour, comme des valets convaincus de vol. Un jour a suffi pour déblayer tout le terrain politique. Conservateurs, progressistes, doctrinaires, centre gauche, tiers-parti, où êtes-vous ? Tout ce bagage constitutionnel des partis, la monarchie l'a emporté avec elle au-delà du détroit. Plus de cette vie factice, de cette fameuse balance des trois pouvoirs ; plus de ces distinctions subtiles, de ces luttes puériles où s'usaient les forces vives de la nation ! Que reste-t-il ? Une tribune vide en face du pays. Notre tour de parole est arrivé ; nous y montons, heureux et fiers de pouvoir faire entendre une voix longtemps comprimée. Oui, la parole est libre ; et l'abus trouvera en lui-même sa répression. Quant à nous, notre devise sera celle d'un historien contemporain : *L'économie des paroles profite à l'énergie des actes.*

Donner à la presse un nouvel organe, c'est prendre l'engagement de remuer une idée nouvelle et utile, de la rendre applicable et féconde, en un mot de creuser et de cultiver un petit coin du sol politique.

Et d'abord, que voulons-nous ? Avant tout, et à tout prix, des institutions radicalement démocratiques. Seules compatibles avec la dignité et l'indépendance du pays, elles peuvent seules nous donner et asseoir sur des bases solides les réformes sociales qui doivent améliorer le sort des travailleurs. Où ramasser d'ailleurs un fils de roi dont la famille ne soit deux fois proscrite ?

On le voit : pour nous, les changements politiques ne sont qu'un moyen ; le grand problème à résoudre, c'est celui d'une organisation sociale qui ne donne pas de droits impuissants, qui mette au contraire chaque citoyen à même de remplir un devoir. Nous n'appartenons à aucune secte de socialistes, bien moins encore à celle du commu-

nisme. Nous ne les excluons pas non plus. Eux aussi ont droit à occuper la tribune du pays, et déjà ils y ont fait entendre plus d'une vérité utile. Nous leur en tiendrons compte.

Nous combattons de toutes nos forces pour que le problème de l'organisation du travail soit généralisé. On nous entretient beaucoup des ouvriers, des travailleurs des villes ; on parle d'améliorer leur condition matérielle. Nous remonterons plus haut. Il y a deux sortes d'ouvriers, comme il y a deux sortes de travail : celui de l'intelligence et celui des mains. Croyez-vous n'avoir rien à faire pour organiser tout le travail intellectuel ? N'avez-vous pas reçu la mission de diriger l'enseignement par la publication de livres d'histoire, de morale, etc. ? Avez-vous une histoire nationale ? Vous allez créer des ateliers pour les ouvriers de l'industrie : ne pourriez-vous pas appeler les ouvriers qui tiennent la plume à de grands travaux dont le but serait de former l'esprit national et de vous donner la direction de l'enseignement ? Nous ne préjugeons rien sur ces questions ; nous disons seulement que le temps est venu de les soulever.

Et quant aux travaux manuels, vous n'ignorez pas que l'agriculture est la vie de la France ; que les ouvriers agricoles sont plus malheureux que les ouvriers des manufactures ; vous n'ignorez pas que l'impôt foncier est trop lourd et mal réparti ; que, si vous n'allégez pas les charges énormes qui pèsent sur la petite propriété, que si vous ne modifiez pas le régime hypothécaire, l'émigration toujours croissante des campagnes dans les villes tuera un jour l'agriculture. Une association générale des travailleurs des campagnes, affiliée à celles des ouvriers des villes, en établissant un lien entre des intérêts qui devraient être solidaires, ne serait-elle pas un puissant moyen de tirer les premiers de l'oubli injuste où on les laisse ?

Nous voulons une modification profonde de l'organisation départementale et municipale. Sans toucher à cette admirable centralisation qui fait notre force et nous ajoutons notre sécurité, nous voulons qu'on donne un plus libre essor à la vie communale. Nous voulons que les améliorations morales et matérielles que l'avenir nous promet soient étendues à tous les départements les plus éloignés, les plus pauvres surtout. Participant aux mêmes droits, qu'ils aient les mêmes ressources pour en user ; vivant de la même vie, qu'ils ne se trouvent plus, à un moment donné, en retard du progrès et de la civilisation.

Nous voulons que la vie politique se manifeste par la presse libre, par l'association libre, par l'enseignement libre, par les cultes libres. Une seule condition : l'œil de l'Etat doit être ouvert sur tout et sur tous. L'Etat enseigne, il écrit, il a sa tribune : qu'on puisse produire et développer parallèlement une presse, un enseignement, une tribune. — Quant aux cultes en par-

ticulier, nous les considérons comme des associations entièrement libre : le Gouvernement les surveille, le public les juge.

Telles sont sommairement les bases de notre programme. Beaucoup d'autres questions importantes rentreront dans notre cadre : nous en avons cité quelques-unes ; ce que nous avons dit permettra de juger l'esprit général qui présidera à leur solution.

L. ALLEMAND.

LES ÉLECTIONS.

Le rôle sérieux de la presse commence. Pendant ces deux immortelles semaines, elle a eu sa part glorieuse, mais secondaire. Elle a excité les combattants, applaudi à leur triomphe ; puis, laissant agir les illustres ouvriers que l'acclamation publique a portés au Gouvernement provisoire, elle s'est en quelque sorte bornée à enregistrer les mille faits que chaque minute voyait naître. Dans les heures solennelles, toute parole qui n'est pas une action est un danger ; elle l'a bien compris, et elle a toujours été à la hauteur de sa mission sacrée.

La France est émue, elle est debout ; elle est armée, elle est confiante. C'est bien, mais ce n'est pas tout, il faut qu'elle soit éclairée ; il faut qu'en un mois, chaque citoyen, dans la plus petite bourgade, au fond de la plus obscure cabane, soit initié à ses devoirs ; nous ne disons pas à ses droits ; il les connaît maintenant. La République, par sa soudaine apparition, a éclairé, comme un soleil, la grande question des droits ; c'est à la presse d'éclairer celle des devoirs. La République a mis un brasier dans tous les cœurs ; la presse doit mettre un flambeau dans tous les esprits. C'est une tâche immense, cela est vrai ; mais depuis le 24 février, les prodiges n'ont plus d'incrédules.

Le premier de tous les devoirs, c'est le bon choix des représentants du peuple. Tous, humbles et forts ; — il n'y a plus ni petits ni grands ; — lettrés et illettrés, nous devons nous pénétrer de cette vérité capitale : dans les choix que nous allons faire, nous allons décréter le salut de la patrie ; nous sommes des magistrats revêtus du plus haut caractère, et nous ne devons écouter que les plus pures inspirations de notre conscience. Nous devons laisser à la porte des assemblées primaires toutes les préférences d'amitié, de relations, d'habitudes, toutes les considérations privées ; nous ne devons avoir ni parents, ni amis, ni camarades ; nous exerçons mieux qu'une magistrature temporaire ; nous remplissons un sacerdoce dans l'acception absolue du mot.

L. CHAMPIN.





La démocratie française a rompu avec le passé. Fidèle à son origine, elle ne veut faire prévaloir dans le monde que le droit et la justice ; mais tout en manifestant son désir de n'exercer sur l'Europe qu'une propagande pacifique, elle ne se croit engagée en aucune manière par des traités fœdéraux, déchirés par les puissances du Nord à Cracovie. Elle n'accepte pas les actes du congrès de Vienne, elle consent seulement à laisser reposer son épée. Calme dans sa force, elle ne veut pour le moment faire sentir son action que par l'influence de ses idées.

Cependant des esprits timides, trop préoccupés des souvenirs de 92, semblent craindre de voir renaître les jours où nos frontières envahies laissaient pénétrer l'ennemi au cœur de la France. N'évoquons pas un passé glorieux et douloureux à la fois. Qu'il nous suffise, pour réduire ses craintes à leur juste valeur, de considérer sérieusement l'état actuel de l'Europe, et de nous demander quels seraient les intérêts assez puissants pour exciter les rois à une agression dont le premier résultat serait de mettre en question la conservation de leurs couronnes.

De quel côté peut venir la guerre ? Quelles nations nous menacent ? L'Autriche, mais les liens factices qui renaissent les diverses parties de son empire tendent chaque jour à se détacher ; l'Italie frémissante à nos cris de liberté est prête à secouer ses chaînes. L'Autriche, avec l'Italie attachée à son flanc, avec le fantôme sanglant de la Pologne à ses côtés, ne peut donc songer à troubler la paix que nous désirons maintenir. La Prusse, mais elle a peine à étouffer les germes de liberté qui s'agitent dans son sein. Quand l'Allemagne, travaillée par les idées d'émancipation, grondé sourdement sous la main qui l'écrase, la Prusse ne peut vouloir hâter l'explosion du mouvement démocratique. Quant à la Russie, sa situation même lui interdit toute initiative. Isolée, elle ne peut rien. Un traité d'alliance vient d'être signé avec ces trois puissances ; mais elles hésiteraient, croyons-le bien, avant d'allumer un incendie qui les dévorait.

Restent donc l'Espagne et l'Angleterre. Ici, la situation est plus nettement dessinée. Amenées par un intérêt purement dynastique, les causes d'irritation qui nous avaient momentanément séparés de l'Angleterre, n'existent plus. Nous n'avons plus avec l'Espagne une alliance de famille, mais cette grande nation, si jalouse de ses libertés, nous est dévouée. Elle sait que l'esprit de conquête n'est plus de notre temps et que nous ne voulons que le développement des nationalités.

Eloignons donc de nous l'idée d'une agression devenue impossible. La France a donné un gage à la liberté du monde en appelant les peuples à la paix et à l'harmonie. Jamais la tranquillité ne fut plus assurée. Mais si la France avait besoin de combattre, soit pour défendre comme en 92 ses frontières envahies, soit pour faire triompher le droit des faibles contre la force, elle retrouverait, n'en doutons pas, les élans patriotiques, les mâles vertus qui la sauvèrent à cette glorieuse époque. Agitée au dedans par les factions, elle sut résister, malgré ses embarras, à l'Europe soulevée ; unie et forte aujourd'hui, elle n'a rien à redouter.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,  
Vu le décret en date du 4 mars, spécifiant qu'il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux intérêts du commerce et de l'industrie ;

Attendu que, par suite des événements, un trouble considérable existe aujourd'hui dans les moyens du crédit privé, et que ce trouble affecte particulièrement, soit la fabrique, soit le commerce de détail ;

Que, dans de telles circonstances, il importe de donner l'exemple d'une de ces associations fécondes qui, en unissant les forces, assurent à tous le bienfait du crédit et la garantie du travail ;

Qu'un des devoirs essentiels de l'Etat est d'intervenir dans une juste mesure, quand les citoyens sentent eux-mêmes le besoin de se réunir pour créer entre eux une sorte d'assurance mutuelle ;

Qu'il importe de généraliser ce genre d'association et d'en presser l'application dans tous les centres de fabrication et de commerce ;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans toutes les villes industrielles et commerciales, il sera créé un omptoir national d'escompte destiné à épandre le crédit et à l'étendre à toutes ses branches de la production.

Art. 2. Ces comptoirs auront un capital dont le chiffre variera suivant le besoin des localités.

Art. 3. Ce capital sera formé dans les proportions suivantes :

1<sup>o</sup> Un tiers en argent par les associés souscripteurs ;

2<sup>o</sup> Un tiers en obligation par les villes ;

3<sup>o</sup> Un tiers en bons du trésor par l'Etat.

Le ministre des finances et le maire de Paris sont chargés de l'exécution de cet arrêté.

Fait à Paris, en conseil de gouvernement, le 7 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

Dupont de (l'Eure), Lamartine, Arago, Crémieux, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie, Marrast, Louis Blanc, Flocon, Albert.

Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,  
Vu le décret en date de ce jour,

Arrête :

1<sup>o</sup> Il est créé à Paris un comptoir national destiné à donner des moyens de crédit au commerce et à l'industrie ;

2<sup>o</sup> Ce comptoir est formé au capital de 20 millions ;

3<sup>o</sup> Le commerce de Paris a souscrit pour le tiers de cette somme.

La ville de Paris promet le second tiers en obligations.

L'Etat contribuera pour le dernier tiers en bons sur le trésor.

4<sup>o</sup> Les statuts de ce comptoir seront publiés, et il entrera en fonctions immédiatement.

Art. 4. Les propositions sur la création de ces comptoirs seront adressées au ministre des finances qui, après avoir vérifié les versements faits par l'indus-

trie privée, assurera la part de contribution des villes et du trésor.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 7 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire,

Arago, Dupont (de l'Eure), Albert, Marie, Marrast, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Lamartine, Flocon, Crémieux, Louis Blanc.

Le secrétaire-général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

De toutes les propriétés, la plus inviolable et la plus sacrée, c'est l'épargne du pauvre.

Les caisses d'épargne sont placées sous la garantie de la loyauté nationale.

La situation de ces caisses a été la première sollicitude du ministre des finances et du Gouvernement provisoire.

Le trésor tiendra tous ses engagements.

Ce n'est point par des paroles, c'est par des actes que le Gouvernement veut répondre à la confiance des créanciers de l'Etat, et la maintenir sur d'inebranlables bases.

Le Gouvernement nouveau ne se bornera point à cette loyale exécution des engagements pris. Garantir la propriété que les travailleurs ont acquise à la sueur de leur front ne suffit pas, il faut lui donner une plus grande valeur.

En conséquence,

Considérant que l'intérêt des bons du trésor est fixé à p. 0/0 ;

Considérant que la justice commande impérieusement de rétablir l'égalité entre le produit des capitaux du riche et celui des capitaux du pauvre ;

Considérant que, sous un Gouvernement républicain, le fruits du travail doivent s'accroître de plus en plus ;

Le Gouvernement provisoire arrête :

Article unique. L'intérêt de l'argent versé par les citoyens dans les caisses d'épargne est fixé à cinq pour cent, à partir du 10 mars prochain.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République française,

Dupont (de l'Eure), Lamartine, Louis Blanc, Garnier-Pagès, Arago, Albert, Crémieux, Marrast, Flocon, Marie, Ledru-Rollin.

Le secrétaire-général du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est du devoir et de la volonté de la république de réparer, autant qu'il est en elle, les malheurs particuliers qui ont eu lieu pendant les malheurs particuliers qui ont eu lieu pendant les journées de Février ; qu'une commission doit être chargée de recevoir les demandes et de les examiner ;

Considérant que cette commission doit être nommée par M. le maire de Paris, sauf à décider plus tard si les indemnités seront à la charge de la ville de Paris ou de l'Etat ;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Les indemnités qui pourraient être réclamées par les citoyens à la suite des malheurs particuliers qu'ils



auraient éprouvés dans les journées de Février, seront nommés par une commission spéciale nommée par le maire de Paris.

Art 2. Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire,  
Sur la proposition du ministre des finances,

Arrête :

M. Eugène Duclerc est nommé sous-secrétaire-d'état au ministère des finances.

Le membre du gouvernement provisoire, administrateur national de l'ancienne liste civile, du domaine privé, etc.

Arrête :

Le Palais-National est mis à la disposition de M. le ministre de la guerre, pour y établir l'état-major et un bataillon de la garde nationale mobile.

Le gouverneur de ce palais et l'archiviste des bâtiments de l'ancienne liste civile, à Paris, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont il leur sera donné une ampliation.

Armand MARRAST.

Le Gouvernement provisoire arrête :  
L'île Bourbon reprend son nom républicain d'île de la Réunion.

F. ARAGO.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Dépêche télégraphique de Toulon, du 5 mars 1848, à une heure et demie du soir, reçue de Dijon par le courrier.

Le préfet maritime au ministre de la marine :

« La République vient d'être proclamée en présence et aux acclamations des troupes de terre et de mer et des ouvriers de l'arsenal. »

Pour copie :  
L'administrateur des lignes télégraphiques,  
Alphonse Foy.

M. l'archevêque de Paris est venu se présenter au Gouvernement provisoire, assisté de deux vicaires. Il s'est exprimé en ces termes :

« Je ne viens pas faire une manifestation solennelle auprès de vous. Vous connaissez mes sentiments, je les ai exprimés dans des actes publics. Ce que je suis heureux de vous dire, c'est que vous pouvez être sûrs du loyal concours de tout le clergé de Paris. Ce n'est pas ici une protestation dont je ne suis pas certain. J'ai vu, sur tous les points de mon diocèse, les ecclésiastiques manifester le désir le plus ardent de concourir à l'ordre public autant que le permettront les fonctions dont ils sont chargés. »

M. Dupont (de l'Eure), président du Gouvernement provisoire, a répondu :

« Le Gouvernement provisoire reçoit avec la plus vive satisfaction votre adhésion au Gouvernement de la République française. »

« La liberté et la religion sont deux sœurs également intéressées à bien vivre ensemble. Nous comptons sur votre concours et sur celui du clergé, comme vous pouvez compter sur les sentiments de bienveillance du Gouvernement provisoire. »

Une députation des détenus politiques s'est présentée à l'Hôtel-de-Ville. Un des membres de la députation a appelé l'attention du Gouvernement provisoire sur la lettre que les détenus lui ont adressée.

M. Armand Marrast, membre du Gouvernement provisoire, a répondu :

« Si le Gouvernement provisoire avait eu connaissance de la lettre des détenus politiques, il aurait pris une décision immédiate, il n'aurait pas attendu. J'ai eu occasion de voir quelques détenus politiques, mes camarades; je les ai priés de venir me trouver et de me tenir au courant des besoins de tous. Quant aux secours que vous demandez, il me semble que cela ne peut pas faire question, et je crois qu'à l'instant même le Gouvernement doit donner des ordres pour que la distribution en soit faite immédiatement. »

« Vous savez d'ailleurs qu'elle est à cet égard notre pensée : nous avons créé une commission des récompenses nationales dont un de nos collègues, Albert, est président; les détenus politiques font essentiellement partie des citoyens qui ont droit à ces récompenses nationales; vous voudrez donc bien nous donner les noms des détenus politiques : nous avons une reconnaissance trop bien sentie pour tous nos camarades qui ont été frappés par des condamnations politiques, pour les oublier jamais! »

M. Louis Blanc ajoute :

« Ce n'est pas un secours que nous vous donnons, c'est une dette que nous payons au nom de la patrie. »

## FAITS DIVERS.

— On écrit de Glasgow, le 6 mars : Les chartistes excitent en ce moment des troubles sérieux en ville. Ils ont enfoncé plusieurs boutiques d'armuriers et sont entrés dans le bureau du télégraphe électrique. Beaucoup de ces hommes sont armés; ils se promènent les armes à la main, criant à bas la reine (*Down with the Queen*). Des femmes accompagnent ces hommes armés et plusieurs bandes très-nombreuses parcourent les divers quartiers de la ville. On dit que deux hommes de la police ont été tués à coups de fusil et que plusieurs ont été blessés grièvement. Il a été enlevé, à ce qu'il paraît, un très grand nombre de fusils; il y a tout à craindre pour la nuit. Les troupes stationnent dans diverses parties de la ville, un fort détachement est à la Bourse. Toutes les boutiques sont fermées. La population de Glasgow croit en nombre et en audace; elle a démolie les rails des lignes de Paisley et d'Airdrie. »

— On lit dans le *Globe* de Londres du 7 mars :

« La nuit dernière, après la dispersion de l'assemblée chartiste à Clerkwel, une bande s'est ruée de nouveau sur Trafalgar-Square. Il était environ neuf heures, et la plupart des agents de la police en activité pendant la journée s'étant d'abord retirés pour prendre quelque nourriture, cette horde s'est mise à démolir sur son chemin tous les candélabres. »

« Le premier acte de destruction s'est accompli sur la colonne du théâtre de S. M., dans Pall-Mall, où plusieurs lampes à gaz ont été brisées; les ravages ont eu lieu ensuite dans Waterloo, place où les magnifiques lampes de l'o-

bélisque ont été détruites. Ils ont voulu pénétrer dans le parc de Saint-James, du côté du monument du duc d'York, mais ils en ont été repoussés par le corps de la division A, qui les a rencontrés sur les degrés. Là, ils ont arraché quelques barres de la grille de fer, et rebroussant chemin, ils se sont rendus dans Pall-Mall street, mettant en pièces des panneaux de glaces dans les clubs de la Réforme et de Carlston. Puis, passant par Clevelandrow autour du palais de Saint-James et pénétrant dans le parc, ils ont brisé toutes les lampes sans distinction. »

« En passant devant les sentinelles, ils les invitaient joyeusement à se joindre à eux. Les soldats refusaient poliment l'invitation. Il est juste de citer un fait caractéristique de loyauté, il a eu lieu vis-à-vis de la porte de Buckingham-Palace : deux individus s'apprêtaient à lancer des projectiles contre les lampes, vis-à-vis de la grande entrée du palais. Plusieurs voix s'écrièrent : Non! non! Et un homme, qui paraissait exercer l'influence d'un meneur, cria : « Vous exposerez la pauvre sentinelle! » Ils s'abstinrent immédiatement, sortirent du parc par la grille de Buckingham, et débouchèrent dans Westminster, par Vork-Street. Le corps de la division C les atteignit; les constables tirèrent leurs gourdin et tombèrent pêle-mêle sur eux. Pendant quelques minutes, le combat fut assez général; mais les bâtons des policiers se trouvent plus durs que les têtes des délinquants, ceux-ci prirent la fuite, laissant une vingtaine des leurs estropiés et blessés entre les mains de leurs vainqueurs. »

Toutefois, la déroute ne s'arrêta pas là, car, à divers intervalles, pendant la nuit, ils se rassemblèrent sur d'autres points et continuèrent leur œuvre de destruction. A onze heures environ, un groupe de ces hommes passa par Trafalgar-Square, Regent-Street, Piccadilly, où ils renversèrent toute la rangée des lampes à gaz, le long de Green-Park, jusqu'à Hyde-Park-Corner. Là, ils donnèrent un salut d'adieu au duc de Wellington, en ne brisant qu'une seule lampe placée à la partie supérieure de l'entrée principale. Ils firent ensuite subir le même traitement à la résidence du marquis de Northampton et aux maisons voisines. Les principales stations du West-End sont encombrées de prisonniers. »

— On mande de Munich, le 3 mars :

« La générale battait avant une heure et demie. Les perturbateurs ne s'étaient point dispersés, mais divisés. Ils ont parcouru la ville par groupes de cinquante à cent, en faisant un bruit affreux. Quelques groupes étaient précédés de drapeaux blancs. Des pierres ont été lancées du jardin de la cour dans les fenêtres du nouveau palais. On a élevé des barricades dans toutes les avenues pour empêcher le passage des cuirassiers. La garde du poste principal avait arrêté un des perturbateurs, mais on l'a relâché sur la menace que tout serait brisé. La garde bourgeoise s'est réunie; elle a envoyé de fortes patrouilles dans la ville; les troupes la secondent. Partout on entend crier : Vive la République! Vive la liberté de l'Allemagne! »

— Le paiement du semestre des rentes 5, 4 1/2 et 4 p. 100 a commencé le 6 mars. Il a été acquitté dans la journée une somme totale de 3,893,916 fr. 90 cent, afférente à 5,843 inscriptions de rentes.



de rentes.

— Un de nos artistes les plus distingués, M. Gosse, nous adresse la lettre suivante qui nous paraît digne d'attention :

« Après la glorieuse révolution qui vient de s'accomplir d'une manière si miraculeuse, tout bon citoyen doit chercher à soulager la classe ouvrière si digne de toutes nos sympathies. Je propose que pendant toute la durée de l'Exposition de peinture au Louvre, le samedi de chaque semaine soit consacré à une bonne œuvre. On ferait payer un franc par personne. Le montant de ce tribut volontaire serait remis aux autorités municipales. »

— la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Paris a évoqué l'instruction des dévastations et des incendies commis sur la ligne du chemin de fer du Nord, et a délégué M. le conseiller Fouché pour procéder à l'information.

— Comment le roi Charles-Albert, qui a été le premier à suivre l'élan de Pie IX pour l'indépendance italienne, n'a-t-il pas, à l'exemple du sage et magnanime pontife, fait précéder les réformes introduites dans ses Etats par une amnistie générale ?

Cet acte important aurait nécessairement produit la fusion et l'union de tous les citoyens sardes, et eût été, aux yeux des étrangers et des nationaux, une preuve incontestable des bonnes dispositions du prince réformateur.

Nous avons d'abord pensé que Charles-Albert se trouvait maîtrisé par les conseils de l'exécration diplomatique Guizot, dont les allures tendaient à provoquer un état permanent d'hostilité entre les princes et leurs peuples, mais aujourd'hui que le *proprio motu* du souverain réformateur ne trouve plus d'entraves, qu'il se hâte donc de promulguer cette amnistie si solennellement promise *coram populi*.

Tout nouveau délai à cette publication donnerait indubitablement lieu, non à mal interpréter les intentions de Charles-Albert, dont le caractère noble et loyal n'a point d'arrière-pensée, mais tendrait à faire croire que le roi se trouve influencé par les courtisans timorés qui l'entourent, et que ce prince n'a pas devant les yeux cette vérité de Racine :

« Détestables flatteurs, présent le plus funeste,  
« Que puisse faire aux rois, la colère céleste. »

Le *National* publie la lettre suivante :

« Monsieur le rédacteur,

« Les propriétaires paient dès à présent la totalité de l'impôt foncier : c'est bien sans doute, mais ce n'est après tout que l'anticipation d'un paiement, et le sacrifice consiste seulement dans une perte d'intérêts.

« Ce n'est pas assez pour la situation actuelle ; elle commande de faire davantage.

« Il y a dans la société deux classes qui comprennent tout le monde, les propriétaires et les locataires. Il ne reste en dehors d'elles que ces infortunés qui n'ont jamais su où reposer leur tête, et dont la République s'occupe énergiquement.

« Il importe que les propriétaires fassent pour les locataires quelque chose d'immédiat, qui constitue au profit de ces derniers un allègement de leurs charges en avançant l'augmentation inévitable de l'impôt.

« J'ai déclaré ce matin à tous mes locataires, avec ou sans bail, qu'à partir de janvier dernier, et jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait statué sur le

sort de l'impôt foncier, je m'engage à réduire d'un sixième le prix de leurs loyers.

« Que tous les propriétaires de France, qui par le cœur ou par la raison se rattachent au grand mouvement social qui s'accomplit, fassent de même, et par là se réalisera sous une de ses faces l'association du capital et du travail.

« Agréez, monsieur, etc.,

H. BAUD,  
Avocat, propriétaire.

« 7 mars 1848. »

— Pour prévenir les abus qui peuvent résulter des quêtes faites à domicile ou des troncés ouverts sans autorisation dans divers quartiers de Paris, on croit devoir rappeler à tous les citoyens que les offrandes qu'ils seraient dans l'intention de faire au profit des blessés, veuves, orphelins et ouvriers sans ouvrage, peuvent être déposées dans les mairies, dans les fabriques des églises ou consistoires, dans les bureaux des journaux, à l'état-major de la garde nationale et à la banque de France.

Le *Journal de la Corse* du 29 février, publie les dépêches télégraphiques de Paris, y compris celle qui annonce la formation du Gouvernement provisoire. Ajaccio était tranquille, et le préfet, M. Fresmeau avait, par une proclamation, demandé le concours de tous les hommes de bien pour maintenir l'ordre dans le pays.

Le citoyen Pietry, envoyé en Corse en qualité de commissaire du gouvernement, s'est embarqué à Marseille, le 5, à bord du *Napoléon*.

— La garde nationale de Rennes vient d'envoyer au gouvernement provisoire une adresse où elle lui exprime vivement ses sympathies et lui offre son concours. Cette adresse porte cinquante-deux signatures d'officiers de tous grades.

— Nous lisons dans la *Sentinelle de Toulon* :

« On nous communique la note suivante :

« On parle de former dans la marine, pour les officiers de vaisseaux, un cadre de réserve, qui serait destiné à recevoir les officiers qu'atteindrait désormais la mesure prise sur les limites d'âge, et qui, pour sa première formation, se composerait de ceux encore valides que cette mesure arbitraire a atteints depuis le ministère de Mackau.

« Cette œuvre réparatrice, qui paraît opportune, aurait l'avantage d'économiser les fonds de l'Etat, puisque ces officiers seraient employés dans les ports et arsenaux pour y remplacer les officiers en activité qui y sont, et permettrait ainsi de rendre à la flotte les forces vives de son personnel que l'on dépense mal à propos dans les places sédentaires ; et cela n'apportait aucune perturbation dans l'avancement des officiers de la flotte, puisque ces nouveaux officiers d'état-major de port n'appartiendraient plus à leur cadre d'activité. »

— Le Gouvernement provisoire s'empresse de constater, et il le fait avec un patriotique orgueil, que la confiance renaît partout par le dévouement. Des versements considérables ont été faits à la caisse d'épargne. Les citoyens mettent le plus noble empressement à payer leurs impôts par anticipation.

Tout concourt à prouver que le crédit va se rétablir, et témoigne de quelle puissance morale est investi un gouvernement qui ne cherche sa force que dans l'union des cœurs, le concours des vo-

lontés, la représentation de tous les intérêts ; en un mot, la liberté.

— Les citoyens armés qui composaient la garde de l'hôtel de ville, sous la direction de leurs chefs MM. Rey et Beaumont, ont pris une noble détermination, celle d'abandonner aux veuves, aux orphelins et aux blessés de Février plusieurs jours de leur solde.

— Plusieurs journaux ont annoncé la perte du brick de guerre l'Abeille, employé dans la station des côtes occidentales d'Afrique.

Cette nouvelle est malheureusement confirmée par un rapport de M. Montagnies de la Roque, datée de Fernando-Po, le 8 janvier 1848.

Le brick l'Abeille s'est perdu le 11 décembre dernier, à six heures et demie du soir, dans le golfe de Benin, devant le fort de Quitta.

Mais nous sommes heureux d'apprendre aux familles des marins embarqué sur ce bâtiment qu'il n'y a eu ni victimes, ni blessures après d'aussi rudes épreuves.

Tout le personnel de l'Abeille a été aéroporté à bord de divers bâtiments qui ont été dirigés du golfe de Benin sur Gerée.

— MM. Lesseré, Clément, Moins, Moulins, P. Petet, Hibback, C. Lorin, Demongeot, E. Vermot, Pelvilain et Ch. Lagrange, membres de la commission de secours mensuels aux condamnés républicains et à leurs familles, à la suite d'une délibération prise à l'unanimité, se sont présentés au gouvernement provisoire et lui ont demandé une réponse sérieuse à la lettre adressée en leur nom par MM. Lagrange, fondateur, et M. Hibback, caissier.

Il a été répondu à la commission, par les membres du gouvernement, qu'ils considèrent comme un devoir sacré la République, non pas seulement de venir au secours des citoyens qui ont fait tant de sacrifices à la cause républicaine et de leurs familles, mais de proclamer hautement leurs droits imprescriptibles à la reconnaissance de la patrie. En conséquence, M. Albert, membre du gouvernement provisoire, a été chargé de s'entendre avec la commission pour prendre toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de ce grand acte de justice.

— On a répandu le bruit à la Bourse que la maison Gouin pourrait reprendre ses paiements.

Sans garantir ce bruit, nous ne pouvons que désirer qu'il se réalise.

— Au nombre des citoyens qui se sont le plus particulièrement distingués dans les journées des 23 et 24 février, on cite Louis Moyeux, garde-chasse. Ce citoyen, âgé de trente-trois ans, et père de deux enfants en bas-âge, a été des premiers à construire les barricades. Il a pris ensuite une part active à la prise de possession de la caserne du quai d'Orsay et de l'Ecole-Militaire. Il s'est aussi fait remarquer place du Palais-National. Louis Moyeux était déjà porteur de trois médailles pour traits de courage et d'humanité.

— Ce soir, aux Funambules, première représentation de *Pierrot ministre, grande pantomime républicaine, par un pair de France sans ouvrage*.

L'un des rédacteurs, LABERGE.

Imprimerie de DUPONT, rue des Boucheries-St.-Germain, 38.